INTERNATIONAL KAAR (LABOUR)

Fadaian Organization (aghaliyat) **Octobre 2026**

Un accord ou une nouvelle phase d'escalade de la confrontation militaire ?

La République islamique d'Iran est confrontée à plusieurs crises complexes et étroitement imbriquées. Chacune d'entre elles suffit, à elle seule, à réduire considérablement la capacité du régime à gouverner le pays. Dans le même temps, la confrontation militaire entre l'Iran et les États-Unis s'intensifie, tandis que la pression internationale ne cesse de s'accroître. Ces crises se renforcent mutuellement.

Le régime traverse une crise de légitimité politique et fait face à un profond mécontentement social. Le pouvoir d'achat de la population continue de diminuer. Les exportations et les recettes en devises sont perturbées. À cela

► 2

La lutte des classes en Europe

Les manifestations qui ont commencé dans la seconde moitié de septembre au lycée Saint-Exupéry, à Créteil, dans la banlieue sud-est de Paris, se sont étendues à une grande partie de l'Europe. Le samedi 24 octobre, des personnes sont de nouveau descendues dans la rue en France, en Belgique, en Espagne, au Portugal, en Italie et en Albanie. Elles protestaient contre les politiques des gouvernements qui défendent l'ordre établi et ne cessent ainsi de dégrader les conditions de vie des travailleurs et travailleuses, des retraités, des étudiants et des élèves.

Selon la Confédération générale du travail (CGT), malgré les obstacles dressés par le gouvernement français, notamment la

►5



Dans ce numéro

- Un accord ou une nouvelle phase d'escalade de la confrontation militaire ?
- La lutte des classes en Europe
- Sélection d'informations sur les luttes ...

Un accord ou une nouvelle phase...

s'ajoutent des divisions au sein de la direction politique, notamment depuis la mort d'Ali Khamenei. Les négociations avec les États-Unis s'avèrent également difficiles, et parvenir à un accord acceptable pour les deux parties reste un défi majeur. La marge de manœuvre du régime, tant sur le plan intérieur qu'international, s'est ainsi considérablement réduite.

La question centrale est la suivante : le régime peut-il sortir de cet enchevêtrement de crises ? Ou son obstination à poursuivre sa politique actuelle conduira-t-elle le pays vers un effondrement économique encore plus profond et ouvrira-t-elle la voie à une nouvelle phase de confrontation militaire ?

L'une des caractéristiques majeures de la situation actuelle du régime est la division qui traverse le sommet du pouvoir sur la manière de faire face aux États-Unis et sur les conditions à réunir pour mettre fin à la guerre.

D'un côté, il est urgent d'alléger la pression économique, de lever le blocus maritime, de rouvrir les voies commerciales et d'empêcher de nouvelles destructions des infrastructures. De l'autre, les concessions politiques suscitent des craintes, tout comme la perte d'influence régionale et les répercussions intérieures d'un accord avec les États-Unis.

►

Ce conflit ne saurait être réduit à de simples divergences d'opinion entre quelques responsables gouvernementaux. Au sein des structures de pouvoir de la République islamique, les différents centres de pouvoir ne partagent pas nécessairement la même appréciation des coûts et des avantages de la négociation et de la guerre.

Le gouvernement pourrait avoir besoin d'un accord pour empêcher l'effondrement économique. D'autres secteurs de l'appareil de pouvoir considèrent toutefois qu'une entente avec les États-Unis menace leurs fondements idéologiques ou leur influence régionale. Dans cette perspective, ils peuvent être favorables à la poursuite de la guerre contre les États-Unis et Israël.



Tout accord éventuel avec les États-Unis pourrait également avoir un coût politique pour les dirigeants iraniens. Si la République isla-

►3

À bas le régime de la République islamique!

Un accord ou une nouvelle phase...

mique renonce à certaines de ses exigences, ses adversaires intérieurs pourraient présenter ce recul comme une défaite de sa politique passée. À l'inverse, si elle maintient toutes ses exigences, le blocus risque de se prolonger, les recettes en devises de diminuer davantage et le conflit de s'intensifier.

C'est là que réside la contradiction stratégique au cœur du pouvoir politique iranien : le régime a besoin d'un accord pour réduire les pressions extérieures, mais il pourrait se montrer réticent à payer le prix politique et idéologique d'une telle entente. La poursuite de la confrontation entraîne cependant des coûts encore plus lourds. Ceux-ci ne sont pas principalement supportés par les décideurs politiques eux-mêmes, mais reportés sur la population.

La situation difficile de la République islamique ne se limite pas au conflit avec les États-Unis et l'Israël. L'évolution de la situation régionale montre que les pays voisins et les grandes puissances du prétendu « monde islamique » réévaluent eux aussi leurs calculs et leurs stratégies en matière de sécurité. Cette réorientation pourrait réduire encore davantage la marge de manœuvre déjà limitée de la République islamique.

Le pacte dit de La Mecque, portant sur une défense commune entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, revêt à cet égard une importance particulière. Mais les développements ne se sont pas arrêtés là. À la suite de la signature d'un tel accord, les ministres des Affaires étrangères de huit pays européens et régionaux se sont réunis à Istanbul le vendredi 23 octobre. Ils ont discuté de la guerre entre l'Iran et les États-Unis, de la sécurité dans le détroit d'Ormuz et le détroit de Bab el-Mandeb, de la crise au Yémen et de l'évolution de la situation en Palestine. Cette réunion témoigne des inquiétudes des pays participants face au risque d'un nouveau conflit dans la région.

Les déclarations virulentes de Donald Trump et de Benjamin Netanyahou contre la République islamique, la poursuite de la confrontation militaire et les désaccords sur les conditions de la fin de la guerre posent une nouvelle fois une question fondamentale : la région se dirige-t-elle vers une nouvelle phase de guerre et d'affrontements armés ?

Une évaluation réaliste conduit à constater que le risque d'escalade est considérable. Il est toutefois impossible de prévoir avec certitude le moment où une telle escalade pourrait se produire ou l'ampleur qu'elle pourrait prendre. Les menaces réciproques font néanmoins

►

►4

Non à l'impérialisme ! Vive la révolution!

Un accord ou une nouvelle phase...

craindre qu'une nouvelle guerre soit encore plus étendue et provoque des destructions plus dévastatrices que la précédente.

Dans ce contexte particulièrement tendu, la France et le Royaume-Uni se sont également rangés aux côtés de l'Arabie saoudite et sont entrés en guerre contre les Houthis au Yémen. Cette évolution ne sert incontestablement pas les intérêts du gouvernement iranien, car elle risque d'accentuer la pression sur sa position régionale.

Chaque jour où des décisions politiques de première importance sont reportées et où le coût de la crise continue d'augmenter, accroît le risque de voir le sort de millions de personnes abandonné aux décisions des parties belligérantes, prêtes à accepter une nouvelle escalade.

N'oublions pas que la classe ouvrière et l'ensemble des couches populaires iraniennes sont en droit de s'opposer à la guerre et à toute intervention militaire, tout en contestant la politique intérieure et extérieure de la République islamique. Ces deux positions ne sont nullement contradictoires. Au contraire, elles peuvent découler d'un même principe : défendre le droit des peuples à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'autodétermination.

►

La guerre n'offre aucune issue à la population iranienne. Pas plus que les politiques réactionnaires de la République islamique ne constituent une solution. Ce sont précisément ces politiques qui ont conduit le pays au bord de la guerre et de la destruction. Défendre les intérêts réels de la population exige donc de s'opposer fermement à cette guerre réactionnaire, de défendre sans concession les droits et les libertés de la population, de mettre fin à la confrontation extérieure et de faire cesser la politique destructrice du régime. Car le coût de cette politique est entièrement reporté sur la classe ouvrière et les masses laborieuses.

Un point doit être souligné sans relâche : la République islamique est le véritable ennemi du peuple. Il est inconcevable de mettre fin à ces conditions misérables sans renverser révolutionnairement le régime et instaurer le pouvoir des conseils ouvriers et populaires.

Résumé de l'article paru dans Kaar, n° 1192 / 25 octobre 2026

La République islamique doit être renversée par une grève générale politique et une insurrection armée !

La lutte des classes en Europe

modification de l'itinéraire de la manifestation, plus de 800 000 personnes ont participé aux mobilisations dans tout le pays, dont 250 000 à Paris. La manifestation s'est déroulée pacifiquement. Par la suite, des affrontements entre la police et les manifestants ont éclaté dans plusieurs secteurs. Selon le ministre de l'Intérieur, près de 1 000 personnes ont été arrêtées et deux ont été blessées. À Orléans, 26 000 personnes ont également manifesté contre l'extrême droite, au même moment que se tenait le congrès du parti néofasciste Rassemblement national.

Au lieu de répondre aux revendications des manifestants, le gouvernement français cherche à faire dégénérer les protestations et à donner du mouvement une image négative dans l'opinion publique. Il entend ainsi freiner l'extension des mobilisations. Pourtant, les dirigeants des partis de gauche et des syndicats ont appelé au déroulement pacifique des manifestations. Jean-Luc Mélenchon, dirigeant de La France insoumise, a demandé aux participants de la manifestation parisienne de faire preuve de discipline et de suivre les consignes des syndicats.

Les syndicats CFDT, CGT, FO, UNSA et FSU ont également lancé un appel commun à une journée nationale de grève et de manifestations le jeudi 5 novembre. Les principales revendications portent sur l'augmentation des salaires, l'amélioration des services publics, l'emploi et l'opposition à la politique budgétaire du gouvernement. Cette journée devrait donner lieu à une mobilisation de très grande ampleur, soutenue par de larges secteurs de la population.

En Espagne, où de vastes mobilisations contre la crise du logement avaient déjà eu lieu ces dernières semaines, 50 000 personnes ont cette fois manifesté à Madrid pour défendre le système de protection sociale et les retraites contre la privatisation et les réductions de prestations. La manifestation avait été appelée par des collectifs et des réseaux de retraités ; plusieurs syndicats, dont la CGT, l'ont soutenue et y ont participé.

Le samedi 17 octobre déjà, environ 800 000 personnes avaient manifesté en France, selon les organisateurs. Ce jour-là, la protestation des élèves contre le manque d'enseignants et la dégradation des établissements scolaires a rejoint les revendications des salariés et des retraités. Les Gilets jaunes étaient également présents. En Italie, le 17 octobre, parallèlement aux mobilisations lycéennes et aux rassemblements contre la hausse des prix, plus

►

►6

À bas le système capitaliste !

La lutte des classes en Europe

de 100 000 personnes sont descendues dans les rues de Rome à l'appel du syndicat CGIL. L'initiative « Italia in piazza » (« L'Italie dans la rue »), lancée par des jeunes sur les réseaux sociaux et qui, selon ses organisateurs, coordonne des mobilisations dans 14 villes, a organisé le même jour une grande manifestation à Milan. Celle-ci a finalement donné lieu à de violents affrontements entre des groupes de jeunes et la police. En Espagne, la lutte pour un logement abordable et contre les expulsions a mobilisé des groupes sociaux divers. Le samedi 3 octobre, 500 000 personnes ont rejoint les manifestations à Madrid. Elles réclamaient une baisse et un plafonnement des loyers, l'arrêt des expulsions, la protection des locataires et des mesures contre la spéculation immobilière.

Au Portugal également, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de Lisbonne, Porto et Coimbra le 17 octobre, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP). Elles ont protesté contre la crise du logement et réclamé des salaires et des pensions plus élevés, des mesures contre la hausse des prix et de meilleurs services publics.

En Grèce, des dizaines de milliers de personnes ont participé le 21 octobre à des manifestations à Athènes, Thessalonique, Patras et dans

►

d'autres villes, à l'appel d'organisations étudiantes et enseignantes. Le syndicat des enseignants du primaire a annoncé une grève de 24 heures. Les revendications comprenaient une hausse des dépenses consacrées à l'éducation, de meilleurs salaires, la gratuité de l'enseignement, des classes moins chargées et des logements étudiants abordables. Les manifestants scandaient : « De l'argent pour l'éducation, pas pour les massacres de l'OTAN ! »

En Albanie, les manifestations ont également commencé le 13 octobre. L'appel lancé par des groupes et des réseaux de lycéens et d'étudiants a rejoint les mobilisations du « Mouvement Flamingo », un mouvement écologiste qui lutte contre la corruption. Le 14 octobre, l'agence Reuters a rapporté que plus de 10 000 étudiants protestataires s'étaient rassemblés à Tirana.

À Bruxelles, en Belgique, une grande manifestation ouvrière réunissant 50 000 personnes a eu lieu le 9 octobre à l'appel du syndicat FGTB. Les travailleurs y ont dénoncé les politiques économiques et sociales du gouvernement. Des mobilisations lycéennes et étudiantes se poursuivent également en Belgique. De nombreux autres pays européens connaissent eux aussi des tensions : grèves et manifestations de rue se déroulent dans plusieurs pays.

►7

Vive la solidarité internationale !

La lutte des classes en Europe

La récente crise politique et sociale en Europe est le résultat de plusieurs décennies de politiques économiques néolibérales. Celles-ci ont sapé la prospérité et le niveau de vie de larges couches de la population. Les manifestations actuelles expriment cette réalité à travers les revendications portant sur la crise du logement, la crise de l'éducation et la baisse du pouvoir d'achat.

À partir des années 1980, les politiques dites « néolibérales » se sont imposées dans les pays européens, à des rythmes différents. Leur justification permanente était la nécessité de réduire les déficits budgétaires et la dette publique. Or, ni la dette ni les déficits n'ont été durablement réduits, et cela s'explique. À partir des années 1970, notamment après la crise de 1973-1975, aggravée par le choc pétrolier de 1973, les pays capitalistes sont entrés dans une nouvelle phase de crises économiques. Les périodes de stagnation se sont allongées et les périodes de reprise sont devenues plus courtes. Depuis la crise de 2007, il est difficile de parler d'une reprise économique durable. Les gouvernements capitalistes ont, autant que possible, fait peser le coût de ces crises sur la population, au nom de « l'austérité ».

Dans le même temps, ces dernières années, la richesse d'une infime minorité s'est accrue de façon sans précédent dans le monde capitaliste. Cette évolution n'a pas échappé aux secteurs les plus conscients de la population. Les étudiants, en particulier, qui ont souvent été et restent un moteur des mouvements de protestation, perçoivent clairement cette contradiction.

La crise économique de 2007, suivie de la pandémie et de la stagnation persistante, a entraîné un durcissement supplémentaire des politiques d'austérité. À cela se sont ajoutées l'augmentation des dépenses militaires, notamment à la suite de la guerre en Ukraine, et la décision de l'OTAN d'accroître les dépenses militaires et de sécurité sous prétexte de la menace russe. Selon les chiffres de l'OTAN, les dépenses de défense cumulées des pays européens membres et du Canada sont passées d'environ 1,4 % du produit intérieur brut en 2014 à 2,3 % en 2025. Lors du sommet de La Haye, le 25 juin 2025, ces pays se sont également engagés à consacrer chaque année, d'ici à 2035, 5 % de leur PIB à la défense et aux dépenses de sécurité connexes.

En période de stagnation économique, l'augmentation des dépenses militaires signifie surtout, pour la population, de nouvelles coupes dans les services publics et un transfert supplémentaire sur les épaules des habitants des coûts de la santé et de l'éducation. Les

►

►8

Vive la liberté ! Vive le socialisme !

La lutte des classes en Europe

slogans des manifestants expriment clairement leur colère. En Italie, ils scandaient par exemple : « De l'argent pour les écoles, pas pour les armes » (« Soldi alla scuola, non alle armi »). En France, un slogan disait : « De l'argent pour l'éducation, pas pour la guerre ». Une pancarte proclamait : « De l'argent pour les lycées, pas pour les milliardaires ni pour la guerre ». Au Portugal, le secrétaire général de la CGTP a explicitement dénoncé, dans son discours lors de la manifestation du 17 octobre, le détournement de milliards d'euros qui devraient répondre aux besoins des travailleurs, des jeunes et de la population, au profit de la course aux armements. Il a appelé à la paix.



Les conséquences politiques des politiques économiques néolibérales

L'une des principales conséquences politiques de cette évolution a été l'essor de courants d'extrême droite aux tendances fascistes affirmées. Au fil des années, ils sont devenus des partis influents dans plusieurs pays européens.

►

La prospérité relative de la classe ouvrière européenne après la Seconde Guerre mondiale résultait de plus d'un siècle de luttes ouvrières, de l'existence des syndicats, de conditions économiques favorables et de la concurrence entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Les politiques néolibérales, qui se sont accompagnées du démantèlement des services publics, ont remis ces acquis en cause.

Alors que de larges secteurs de la gauche européenne entraient en crise après l'effondrement de l'Union soviétique et du prétendu « socialisme réellement existant », et que leur base populaire s'affaiblissait fortement, l'extrême droite a réussi à influencer une partie de l'opinion publique. Même dans certains secteurs de la classe ouvrière, elle a remplacé la contradiction entre le travail et le capital par une opposition supposée entre les personnes « de souche » et les étrangers. L'extrême droite a rendu les migrants responsables de la crise du logement, les réfugiés du recul des services sociaux et les travailleurs étrangers de l'insécurité de l'emploi. En l'absence d'une gauche forte, ces idées racistes se sont rapidement répandues dans certaines couches de la société.

Il faut également souligner le rôle néfaste des partis sociaux-démocrates, qui ont eux-mêmes appliqué les politiques économiques néolibérales et contribué ainsi à la montée des forces néofascistes en Europe. Dans certains

►9

La lutte des classes en Europe

pays, ces partis exerçaient une influence considérable au sein des syndicats et des organisations ouvrières. Leur politique a renforcé la défiance envers les partis traditionnels. L'extrême droite a exploité ce vide en se présentant comme l'adversaire des partis établis qui détenaient le pouvoir depuis longtemps. Pourtant, son propre programme économique visait lui aussi à poursuivre les politiques antérieures, parfois sous une forme encore plus dure, afin de préserver l'ordre capitaliste existant.

En France, le Front national a obtenu environ 11 % des voix aux élections européennes de 1984. Son influence n'a cessé de croître depuis lors. Aujourd'hui, son successeur, le Rassemblement national, figure parmi les principaux prétendants à la présidence. En Autriche, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) a obtenu environ 27 % des voix en 1999. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (PVV) est arrivé en tête en nombre de voix lors des élections de 2023. Aux élections de 2025, malgré un recul de ses voix, il s'est retrouvé à égalité avec le parti Démocrates 66 en nombre de sièges. Dans plusieurs pays européens, l'extrême droite a dépassé le stade de la progression électorale : elle participe au gouvernement dans des coalitions avec les partis de droite traditionnels ou leur assure

►

une majorité parlementaire, notamment en Autriche, aux Pays-Bas, en Finlande, en Norvège, en Estonie et en Grèce. En Italie, Giorgia Meloni, dirigeante du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, demeure Première ministre depuis le 22 octobre 2022.

La recomposition de la gauche européenne

Il n'y a pas si longtemps, les partis communistes exerçaient une influence importante et obtenaient des résultats électoraux notables dans plusieurs pays européens. Le Parti communiste italien, dont Antonio Gramsci fut l'une des figures dirigeantes, conservait jusque dans les années 1980 une solide base parmi les travailleurs italiens et d'autres couches de la population. Lors des premières élections législatives françaises après la Seconde Guerre mondiale, en 1946, le Parti communiste français était devenu le premier parti du pays avec plus de 28 % des voix. À partir des années 1980, cependant, ses résultats électoraux et sa popularité ont décliné. Dans l'ensemble, après les années 1970, les anciens partis de gauche européens ont progressivement perdu leur base populaire ; dans certains pays, dont l'Italie, ils ont fini par disparaître de la scène politique.

Après la crise économique de 2007 et le durcissement des politiques d'austérité, les partis et organisations de gauche en Europe ont peu à peu regagné en visibilité, même si

►10

Vive l'autonomie de classe de la classe ouvrière !

La lutte des classes en Europe

leur progression n'a pas été comparable à celle de l'extrême droite. En Grèce, ils sont même arrivés au pouvoir en 2015. Mais, en se soumettant finalement aux mesures d'austérité imposées au pays par les institutions financières européennes et internationales, ils ont perdu leur soutien populaire et subi une défaite.

Aujourd'hui, La France insoumise, dirigée par Jean-Luc Mélenchon, est l'un des nouveaux partis de gauche les plus connus d'Europe. Toutefois, son programme, comme celui d'autres partis de gauche européens, se limite essentiellement à des réformes en faveur des catégories à faibles revenus, dans le cadre de l'ordre capitaliste existant. La progression du parti dans l'opinion publique, notamment parmi les jeunes, et les chances de Mélenchon lors de la prochaine élection présidentielle ont conduit des responsables politiques de droite à lui imputer des pillages, des incendies volontaires et d'autres actes de sabotage. Il pourrait s'agir d'empêcher Mélenchon de se présenter à la prochaine élection. Pourtant, il a dénoncé à plusieurs reprises ce type d'actions. Le 17 octobre, il a notamment écrit sur X : « Ceux qui participent à notre lutte ne doivent prendre part ni aux pillages ni aux destructions. » Il a appelé à éviter les actions qui, selon lui, n'ont aucune portée politique et sont contraires aux méthodes de lutte de son mouvement. Il a également souligné la responsabilité du gouvernement et le rôle du commandement de la police dans l'apparition des violences.

►

Brûler des voitures et endommager des biens publics contribue indubitablement avant tout à donner une image négative des manifestations et à détourner l'attention des revendications exprimées lors des nombreuses grandes mobilisations de travailleurs, d'étudiants, d'enseignants, d'élèves et de parents. Quels que soient les acteurs impliqués dans ces incidents, il ne faut pas oublier que l'histoire politique récente compte de nombreux exemples de tentatives de la police, des services de sécurité et de groupes d'extrême droite visant à discréditer les mouvements de protestation.

Le programme COINTELPRO du FBI, qui cherchait à infiltrer et à discréditer le mouvement des droits civiques des Noirs ainsi que le mouvement contre la guerre du Vietnam,

►11



La lutte des classes en Europe

et la fabrication de preuves par la police pendant les manifestations altermondialistes de Gênes, en Italie, en juillet 2001, ne sont que deux exemples des multiples tentatives des institutions et des partis capitalistes pour saboter les mouvements contestant les rapports d'exploitation dominants.

Cette pratique a également une longue histoire en France, où les tendances fascistes au sein de la police ont même été établies devant les tribunaux. Il n'est donc pas étonnant que le Rassemblement national, parti d'extrême droite, soutienne la police contre les manifestants. Lors des récentes mobilisations, de nombreuses vidéos montrant des individus vêtus de noir et cagoulés, présentés comme faisant partie des forces de police, ont été diffusées ; ils y mettaient le feu à des objets. Autre incident notable : l'attaque, le samedi 24 octobre à Nice, d'une manifestation pacifique par une cinquantaine de partisans masqués du parti néofasciste Rassemblement national.

Le récent mouvement de protestation en Europe prend de plus en plus clairement la forme d'une contestation de l'ordre injuste en place : du logement aux salaires, de la santé à l'éducation. C'est une lutte contre le capital et contre la pourriture d'un système dans lequel une infime minorité s'est emparée des richesses sociales et des organes du pouvoir, tandis que l'immense majorité s'appauvrit et se trouve toujours davantage marginalisée. C'est la protestation des exploités et des privés de droits, qui exigent une transformation fondamentale de l'ordre existant.

Nous concluons cet article par un extrait d'une lettre écrite par plusieurs personnes arrêtées lors des récentes manifestations en France. Cette lettre a été publiée par le média français antifasciste Contre Attaque :

« Ce qui nous unit, c'est notre colère commune et notre passion pour la révolution. Une révolution qui nous redonnera la possibilité de respirer et d'espérer, de participer et de partager. Une révolution qui nous permettra enfin de décider nous-mêmes de notre manière de vivre. Une révolution qui mettra fin à l'humiliation infligée par le luxe et la richesse démesurés. »

*Résumé de l'article paru dans *Kaar*, n° 1192 / 25 octobre 2026*

►

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Sélection d'informations sur les luttes...

déterminés, de retraités de la Sécurité sociale, de l'industrie sidérurgique, des usines de fer et d'acier ainsi que du secteur minier.

Manifestation des soignants à Tabriz et boycott des célébrations de la Journée des infirmières à Ourmia

Le dimanche 11 octobre (19 Mehr), des personnels soignants des centres de santé de Tabriz se sont rassemblés devant le bureau du président de région. Ils ont protesté contre leurs mauvaises conditions matérielles, les inégalités salariales et les heures supplémentaires imposées.

Parallèlement, le lundi 12 octobre (20 Mehr), des infirmières d'Ourmia et de Salmas ont quitté la cérémonie organisée à l'occasion de la Journée des infirmières à l'Université des sciences médicales d'Ourmia, pour protester contre les discriminations et le mépris de leurs revendications professionnelles et matérielles.

Les protestataires ont dénoncé les effets de l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat et les inégalités de rémunération. Elles ont souligné l'urgence de prendre leurs revendications au sérieux et d'y donner suite.

Les ouvriers licenciés de l'usine de la filature Khavar de Rasht manifestent

Le mercredi 21 octobre (29 Mehr), les ouvriers licenciés de l'usine de la filature Khavar de Rasht se sont rassemblés pour protester contre le non-paiement des sommes qui leur sont dues.

Les travailleurs de l'aciérie Fouladsazan Amir Arvan, à Qom, se mettent en grève

Trois mois de salaires dus aux travailleurs de l'aciérie Fouladsazan Amir Arvan, située dans la zone industrielle de Shokouhiyeh, à Qom, ont été retenus. Leurs cotisations à la Sécurité sociale n'ont pas non plus été versées. En protestation contre ce vol manifeste de leurs salaires, les travailleurs sont en grève depuis une semaine.



Travail – Pain – Liberté – Gouvernement des conseils

Sélection d'informations sur les luttes et les protestations ouvrières en octobre

Au cours du mois de Mehr (septembre-octobre), au moins 66 décès dus au manque de sécurité sur les lieux de travail et 288 accidents du travail ayant entraîné des blessures ont été recensés. Par ailleurs, 32 cas de chômage, 50 cas de licenciements et de réductions d'effectifs, ainsi que 263 cas d'incertitude professionnelle ont été signalés. À cela s'ajoutent des arriérés de salaires correspondant à 58 mensualités et 31 cas de fermeture administrative de locaux professionnels.

Au cours du même mois, 53 rassemblements ouvriers et syndicaux ainsi que 13 grèves ont eu lieu. Six arrestations ont également été recensées, de même que l'exécution de 760 coups de fouet infligés à dix travailleurs.

Ces chiffres révèlent l'ampleur des violations des droits des travailleurs. Celles-ci vont de la précarité de l'emploi et des difficultés matérielles extrêmes à la répression étatique et aux mesures judiciaires visant les travailleurs et leurs protestations syndicales.

Les « dimanches de protestation » des retraités dans tout le pays

Le dimanche 25 octobre 2026 (3 Aban 1405), les rues de nombreuses villes iraniennes ont de nouveau été le théâtre de vastes rassemblements de protestation, combatifs et

►12

Contact

The Organisation of Fadaian (aghaliyat)

info@fadaian-minority.org

https://fedaian-minority.org/index.php/french/

L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est une organisation communiste qui lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'une société communiste.

L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) lutte pour une société sans classe dans laquelle toutes sortes d'exploitation, de répression, d'exclusion, d'inégalités sociales et de tyrannie seront supprimées. Cela sera une société où tous ses membres vivront libres et égaux. Ils seront dans le bien-être et bonheur pour pouvoir faire épanouir leurs talents.

Le but immédiat de l'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est le renversement de la République islamique et l'édification d'un Etat des conseils des ouvriers et des travailleurs en Iran.

L'Etat soviétique est la démocratie la plus conséquente et la plus entière. Il établira les libertés politiques les plus vastes et les plus complètes et après avoir concrétiser les revendications démocratiques et sociales générales commencera les changements socialistes.

Vive le socialisme